

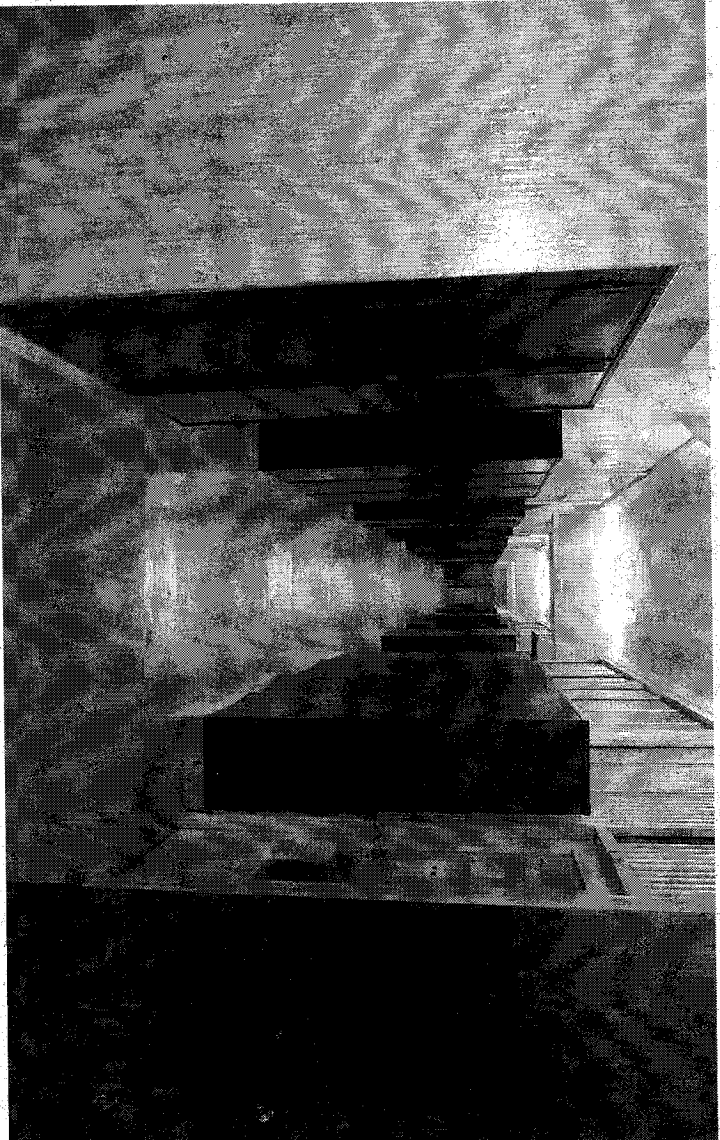
Réforme de l'Etat

Modernisation. Tel était déjà l'argument de la RGPP. Les agents de Jeunesse et Sport l'ont vécu en 2010 à Marseille. Aucune économie ou efficacité au rendez-vous cependant.

De la poudre aux yeux

À la poubelle la Révision Générale des Politiques Publiques, place à la Modernisation de l'Action Publique, la MAP. Un discours que les agents de Jeunesse et Sport ont déjà entendu, en 2010. Pour faire « mieux avec moins » selon le slogan de l'époque, les membres de Jeunesse et Sport et de la Vie associative doivent rejoindre ceux qui œuvrent dans le sanitaire ou la politique de quartier dans une grosse direction globalement sociale. « *Modernisation ? Bien sûr... Mais le mot a été tellement galvaudé. C'est ce que l'on dit quand on veut détruire quelque chose* ». Jean-Paul Mignon est Conseiller d'éducation populaire et a un mandat syndical à la FSU de la DRJSCS, sigle de la nouvelle direction.

En 2010, tout le monde doit donc être au même endroit. Jeunesse et Sport doit alors quitter des locaux flamboyants neufs à la périphérie de Marseille – à deux pas de l'autoroute, pratique quand le public vient de toute la région – pour se rendre en centre ville. Là... surprise. « *Ils ont compté les mètres carrés, acheté et... réfléchi après* » synthétise le militant. Concrètement, les lieux sont insalubres. Sans blague. Au point que les agents font jouer leur droit de retrait et obtiennent



S'installer dans des locaux inadaptés à l'accueil du public au nom de la modernisation. PHOTO DR

des travaux d'urgence et un engagement pour une rénovation globale. Deux ans plus tard, « *l'urgent a été fait, la rénovation pas encore. Il y a de l'amiante partout, de la légionelle dans les tuyaux... Résultat il n'y a même pas eu les démarches pour nous classer éta-*

blissement recevant du public. C'est simple, on serait privé, on serait fermé ». Entre les coûts passés et à venir, les économies ne sont pas au rendez-vous. « *Nos anciens locaux avaient coûté, à la louche, 3 millions, entre l'achat et le déménagement. Ils ont été vendus 2 millions. Quant aux travaux de rénovation, ils devraient*

atteindre les 20 millions ». Une mauvaise blague marseillaise ?

De l'acteur de la vie sociale à agent de la préfecture

Des locaux inadaptés, labyrinthiques, sans salle de réunion... Mais tout ne se résume pas à ces considérations matérielles. « *En re-*

grouper les services déconcentrés de l'Etat dans des directions régionales, ils nous ont cantonnés à une seule mission régionale : la surveillance » reprend Jean-Paul Mignon avant de vulgariser son propos. « *Précédemment, nous étions là pour appliquer en région ce qui était décidé au niveau de l'Etat, pour assurer partout et pour tous une même mission* ».

Et de se faire encore plus concret: « *Je m'occupe de chantier de jeunes. Il suffit qu'un directeur régional les estime inutiles pour que l'on ne puisse pas en proposer. Résultat, les jeunes de PACA ou de Languedoc-Roussillon n'ont pas tous accès aux mêmes services* ». Des évolutions qui pourraient conduire à la disparition pure et simple de son métier: « *J'étais un acteur de la vie sociale et culturelle, je suis devenu un agent de la préfecture. Je dois monter des dossiers de subventions et contrôler leur utilisation. Quand je partrai à la retraite un simple agent administratif pourrai très bien me remplacer* ».

Mais l'histoire n'est pas encore terminée. Ne croyant pas à « *la fin de la RGPP, une véritable machine lancée à toute allure* », Jean-Paul Mignon milite pour son déricotage. Et d'intervenir auprès du ministère pour que Jeunesse et Sport retrouve son intégrité et sa spécificité. Mais sans que le syndicat ne trouve vraiment, pour l'instant, d'oreille attentive.